

Etat fragile et Investissement Direct à l'Etranger : quel impact dans la région Méditerranéenne ?

Anna DIMITROVA, Ph.D., Associate Professor in International Affairs, ESSCA School of Management, anna.dimitrova@essca.fr

Dora Triki, Ph.D., Associate Professor in International Business, ESCE International Business School, dora.triki@esce.fr

Résumé : L'objectif de cette étude consiste à introduire une nouvelle variable déterminante de l'IDE dans la recherche en management international, à savoir la « fragilité de l'Etat » mesurée par l'indice de fragilité économique, sociale et politico-militaire de l'Etat (*Fragile states index*, FSI) en étudiant son impact sur les flux d'IDE entrants dans sept pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM). Suite au « printemps arabe », les flux d'IDE entrants dans les PSEM ont considérablement diminué. Par conséquent, il est important de tenir compte de la fragilité de l'Etat dans la région et d'examiner l'impact économique, social et politico-militaire du FSI sur les flux d'IDE entrants dans les PSEM.

Mots clés : investissement direct à l'étranger (IDE), déterminantes d'IDE, fragilité de l'Etat, indice de la fragilité de l'Etat (*fragile states index*, FSI), PSEM

INTRODUCTION

L'investissement direct à l'étranger (IDE) joue un rôle important dans le développement économique des pays et leur croissance. Malgré une littérature abondante portant sur les déterminants des flux d'IDE, il n'existe toujours pas de consensus sur les variables explicatives à utiliser comme cadre théorique pour les études empiriques (Chakrabarti, 2001, 2003; Moosa, 2009). La recherche actuelle met l'accent sur, d'une part, les déterminants macroéconomiques des IDE en prenant en compte la taille du marché, la croissance du PIB, le taux de change, (Dunning, 1980 ; Lipsey, 2000 ; Alfaro et al., 2004) et, d'autre part, les déterminants sociaux des IDE, à savoir la qualité des institutions, le degré de démocratie, les droits de l'homme, les conflits (Busse et Hefeker, 2007 ; Goswami et Haider, 2014 ; Burger et al., 2015). De plus, les résultats obtenus sont contrastés et peu concluants (Jabri et al., 2013 ; Rogmans et Ebbers, 2013). En outre, l'impact de ces variables sur les flux d'IDE a souvent été étudié dans des zones géographiques spécifiques, en particulier dans le contexte des pays émergents. Rares sont les études qui se sont intéressées à la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) (Geyikdagi, 1984 ; Demirbag et al., 2011 ; Mellahi et al., 2011; Al-Khouri, 2015). Ceci est principalement dû au manque de disponibilité des données concernant les pays de cette région (Jabri et al., 2013 ; Kalliny et Benmamoun, 2014 ; Jabri et Brahim, 2015).

Dans un tel contexte, l'objectif de cet article est double. Premièrement, nous cherchons à introduire une nouvelle variable déterminante de l'IDE dans la recherche en management international, à savoir la « fragilité de l'Etat » (*fragile state*). Cette notion maintenant assez courante fait l'objet d'un indice composite (*the Fragile States Index* – FSI), développé par le think tank américain « *Fund for Peace* » (FFP) qui examine la fragilité de l'État sur la base de trois facteurs : économiques, sociaux et politiques/militaires (Rotberg, 2003; Newman, 2009). L'avantage de cet indice est de prendre en compte de nouveaux indicateurs sociaux et politiques tels que les pressions démographiques, les réfugiés, les exils, les libertés civiles et les luttes de

pouvoir, qui sont devenus incontournables pour comprendre les IDE dans les pays émergents et en développement.

A la différence de la plupart des études sur les déterminants des IDE qui ont recours aux données du Guide international des risques pays (ICRG) fournies par le groupe *Political Risk Services* (PRS) ou les indicateurs de gouvernance mondiale (*World Governance Indicators*) de la Banque mondiale (Kaufmann et al., 2010), nous cherchons à étudier l'impact de la fragilité économique, politique et sociale d'un Etat sur les IDE entrants. Deuxièmement, notre étude empirique étudie les IDE dans sept Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Turquie durant la période 2006-2015. Le choix de notre champ d'investigation se justifie par plusieurs raisons. Tout d'abord, les études traitant des déterminants des IDE dans la région MENA ne font pas la distinction entre les PSEM et les pays du Golfe, pays dotés de ressources pétrolières importantes (Mina, 2007), ce qui contribue à biaiser leurs résultats. Ensuite, ces pays ont participé à de nombreux accords d'intégration régionale et internationale, comme le processus de Barcelone, signé en 1995, ou plus récemment l'Union pour la Méditerranée créée en 2008. Ils visent à renforcer les liens de coopération entre les Etats membres de l'Union Européenne et les pays de la région. Enfin, les pays sélectionnés ont connu une forte instabilité politique, sociale et économique suite au déclenchement du « printemps arabe » survenu en 2011.

Dans la première partie de cet article, nous présenterons les fondements théoriques ainsi que les hypothèses de recherche. Ensuite, nous exposerons la méthodologie d'analyse basée sur une régression en panel. Enfin, la troisième partie sera consacrée à l'analyse et à la discussion de nos résultats.

FONDEMENTS THEORIQUES

De nombreuses études se sont intéressées aux déterminants des IDE en adoptant l'une des perspectives suivantes: (a) examiner l'impact d'un facteur sur le flux d'IDE (Burger et al., 2013, 2015), (b) construire un modèle holistique en intégrant plusieurs déterminants (Chakrabarti 2001 ; Sethi et al., 2003). Ces recherches ont été menées dans des contextes géographiques différents en se concentrant par exemple sur des pays émergents ou en développement. Cependant, rares sont les études empiriques ayant porté sur la région MENA (Rogmans et Ebbers, 2013 ; Al-Khoury, 2015). Dans son étude empirique appliquée à un large échantillon de pays (135), comprenant des pays MENA, Chakrabarti (2001, 2003) conclut que la taille du marché impacte les IDE entrants. En revanche, l'influence de la fiscalité et du taux de change varient en fonction des modèles statistiques retenus. En s'appuyant sur la méthodologie de Chakrabarti, Moosa (2009) s'intéresse à 18 pays MENA et montre que l'évolution des IDE dans la région s'explique par la croissance du PIB, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur, les dépenses en R&D, les risques pays et les investissements nationaux. De leur côté, Jabri et al. (2013) étudient également l'impact à long terme des variables macroéconomiques sur les IDE entrants dans les pays MENA sur la période 1970-2010. Ces auteurs en concluent que l'ouverture et le taux de croissance économiques contribuent à accroître les flux entrants d'IDE. En revanche, l'instabilité économique et les taux de change sont des facteurs rédhitoires pour les flux d'IDE. De même, Sekkat et Varoudakis (2004) soutiennent que la libéralisation des échanges a une influence positive, tandis que la volatilité des taux de change exerce un effet négatif sur les entrées d'IDE dans trois pays : l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Méon et Sekkat (2004) ont étudié un grand nombre de pays en développement au cours des années 1990 pour conclure que les institutions qui fonctionnent mal, en particulier dans les pays de la région MENA, découragent sérieusement leur attractivité pour les IDE. En conformité avec certains résultats

antérieurs, Mohamed et Sidiropoulos (2010) ont également identifié que les principaux déterminants des flux d'IDE vers les pays de la région MENA sont la taille de l'économie d'accueil, les ressources naturelles et la qualité des institutions. Burger et al. (2013, 2015) soulignent que la relation entre l'instabilité politique et les IDE entrants dans les pays MENA varie selon les secteurs d'activités. Par exemple, elle n'a pas d'impact significatif sur les IDE dans le secteur des ressources naturelles et non marchandes. De son côté, Al-Khouri (2015) s'intéresse aux déterminants des IDE ainsi qu'aux investissements de portefeuille dans 16 pays de la région MENA entre 1984 et 2012. Son étude conclut qu'il existe une différence entre les facteurs affectant les IDE et ceux qui affectent les investissements de portefeuille. A titre d'exemple, les facteurs de risque politique (ordre public, tensions ethniques, conflit interne) affectent négativement les IDE entrants, tandis que les tensions religieuses ont un effet positif sur les investissements de portefeuille dans la région. L'étude de Van Wyk et Lal (2010) confirme que divers facteurs économiques et institutionnels dans les pays de la région MENA sont des facteurs importants des flux d'IDE entrants, y compris la croissance économique, le déficit du compte courant et l'ouverture commerciale. Jabri et Brahim (2015) soutiennent que les indicateurs institutionnels sont positivement liés aux IDE entrants, ce qui signifie que les pays de la région doivent mieux maîtriser leur politique économique et poursuivre une politique d'attractivité des IDE. Sur la base des résultats des recherches empiriques passées, nous pouvons constater que lorsqu'un Etat est considéré comme étant fragile, cela a pour effet de décourager les investisseurs étrangers. Il est donc important que les entreprises tiennent compte de cet élément lorsqu'elles prennent la décision de localiser leurs IDE. En effet, les pays émergents et en développement sont caractérisés par un faible niveau institutionnel se traduisant par un faible niveau de protection juridique et un niveau élevé de risque politique et des systèmes judiciaires inefficaces (Majocchi et al., 2013; Anchor et Aldehayyat, 2016). Les pays de la région MENA, en particulier les PSEM, présentent des

différences significatives en termes de développement économique, de dotation en ressources naturelles et d'instabilité politique (Mellahi et al., 2011). Étant donné que la fragilité de l'État est mesurée sur la base d'indicateurs économiques, sociaux et politiques/militaires, cet indicateur pourrait, dans une certaine mesure, être associé au risque pays. Comme défini par Al-Khouri (2015, p.152), le risque pays «*renvoie aux éléments de risque inhérents à la conduite des affaires dans l'environnement économique, social et politique d'un pays*». Les États fragiles et les États à risque-pays élevé restent tout de même attractifs pour les investisseurs en raison des ressources qu'ils détiennent. Pour limiter leur exposition au risque, les investisseurs étrangers cherchent à diversifier les investissements et, à pouvoir sortir rapidement du marché en cas de problèmes. Ainsi, compte tenu des développements précédents, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante :

H1. Les flux d'IDE entrant dans les PSEM sont négativement liés à la fragilité globale de leur Etat.

La fragilité sociale est en particulier associée aux pressions démographiques, aux déplacements forcés, au mécontentement social et à la fuite des cerveaux. Il est important de noter que rares sont les études qui se sont focalisées sur l'impact des facteurs sociaux sur les IDE. Dans cette perspective, l'étude de Blanton et Blanton (2007) révèlent qu'il existe un lien positif et significatif entre le respect des droits de l'homme et l'IDE entrant, alors que Hafner-Burton (2005) constate que les entrées d'IDE sont négativement associées à la répression gouvernementale des droits humains. En ce qui concerne le taux de scolarisation primaire, Méon et Sekkat (2004) trouvent dans leur étude portant sur 12 pays de la région MENA que cet indicateur social a un effet positif mais non significatif sur l'IDE. Ainsi, l'hypothèse suivante peut être formulée:

H2. Les entrées d'IDE dans les pays PSEM sont négativement associées à la fragilité sociale de leur Etat.

Les études empiriques portant sur l'impact des facteurs économiques sur les IDE sont nombreuses. Ces dernières ont confirmé l'importance de la taille du marché et leurs résultats ont le plus souvent révélé une relation positive entre l'IDE et la taille du marché (Chakrabarti, 2001, 2003 ; Goswami et Haider, 2014 ; Mohamed et Sidiropoulos, 2010 ; Méon et Sekkat, 2004 ; Moosa, 2009 ; Rogmans et Ebbers, 2013 ; Al-Khouri, 2015). Cependant, certains auteurs comme Loree et Guisinger (1995) et Wei (2000) constatent que la taille du marché d'un pays a un impact différent sur l'IDE selon les types d'avantages recherchés par l'entreprise tels que défini par Dunning (1993). Par exemple, un pays avec un PIB par habitant élevé est généralement associé à des taux de salaire élevés et devrait donc être moins attractif pour l'IDE à la recherche de faibles coûts de production, tandis que le même pays sera plus attrayant pour l'IDE à la recherche de marchés solvables. Sur la base de la recherche existante concernant la région MENA, l'IDE à la recherche de marché prévaut sur l'IDE recherchant la faiblesse des coûts (Rogmans, 2013, Rogmans et Ebbers, 2013). Dans le cadre de cette recherche, nous proposons l'hypothèse suivante :

H3. Les entrées d'IDE dans les pays PSEM sont négativement associées à la fragilité économique de leur Etat.

Les recherches empiriques existantes examinant l'impact des déterminants politiques sur l'IDE entrant sont le plus souvent axées sur le risque et l'instabilité politiques (Busse et Hefeker, 2007 ; Goswami et Haider, 2014 ; Burger et al., 2013, 2015). Le risque politique est généralement défini comme un risque lié à la politique généré par une décision inattendue prise par un gouvernement hôte souverain qui pourrait changer « les règles du jeu » dans lesquelles les entreprises opèrent (Butler et Joaquim, 1998). La plupart des études mesurant le risque politique trouvent une relation significative entre l'instabilité politique et les flux d'IDE, en

particulier dans les pays en développement (Bénassy-Quéré et al., 2007 ; Chan et Gemayel, 2004). Cependant, il existe certaines variations dans les résultats en fonction des caractéristiques spécifiques des recherches. Par exemple, un niveau élevé de corruption devrait normalement avoir un effet dissuasif sur l'attrait d'un pays pour l'IDE (e.g. Wei, 2000). En revanche, d'autres soutiennent que la corruption dans le pays d'accueil n'est pas toujours négativement liée à l'IDE. En effet, les investisseurs exposés à un niveau élevé de corruption dans leur pays d'origine, ne sont pas découragés par la corruption dans le pays hôte (Cuervo-Cazurra, 2006).

En nous appuyant sur les recherches existantes indiquant, dans la plupart des cas, qu'une forte instabilité politique dans un pays d'accueil entraîne une diminution des IDE, nous proposons notre dernière hypothèse:

H4. Les entrées d'IDE dans les PSEM sont négativement associées à la fragilité politique de leur Etat.

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Variables dépendantes et mesures

La variable dépendante de cette étude est le flux d'IDE. Elle est utilisée conformément aux recherches antérieures sur le sujet (Burger et al., 2013, 2015 ; Goswami et Haider, 2014 ; Rogmans et Ebbers, 2013). Les données sur l'IDE entrant proviennent du Rapport annuel sur l'investissement dans le monde publié par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement de 2006 à 2015 (CNUCED, 2016). Elles sont chiffrées en millions de dollars.

Variables indépendantes et variables de contrôle

Cette étude examine l'impact des indicateurs sociaux, économiques et politico-militaires mesurés par le FSI, sur l'IDE entrant dans sept pays PSEM au cours de la période 2006-2015.

Le choix de cette période se justifie par le fait que ce n'est qu'en 2005 que le think tank *Fund for Peace* (FFP) a commencé à publier l'indice FSI sans forcément couvrir tous les pays. A partir de 2006, l'indice a été recueilli pour les pays que nous avons ciblés dans notre étude. Les scores de l'indice sont obtenus en utilisant l'outil CAST (*Conflict Assessment System Tool*), logiciel d'analyse de contenu breveté et développé par FFP pour évaluer la vulnérabilité des Etats à l'effondrement dans les situations de pré-conflit, de conflit actif et post-conflit (CAST, 2014).

CAST utilise douze indicateurs qualitatifs et quantitatifs et plus de 100 sous-indicateurs qui sont classés en trois groupes, à savoir des indicateurs économiques, sociaux et politiques/militaires. Chaque sous-indicateur est évalué sur une échelle de 0 à 10 avec une valeur plus élevée indiquant une fragilité d'Etat plus élevée. Sur la base de leur score FSI, les pays sont ainsi classés en quatre catégories: alerte [90-120], avertissement [60-89.9], stable [30-59.9] et très stable [0-29.9]. Pour cette étude, nous avons calculé la somme de tous les sous-indicateurs par groupe pour chaque pays et l'année correspondante. Nous obtenons ainsi les scores globaux de fragilité de chaque groupe d'indicateurs à savoir, des indicateurs économiques, sociaux et politiques/militaires (voir Tableau I).

Table I: les indicateurs et sous indicateurs de la Fragilité de l'Etat (FSI) (adapté du FSI, 2016)

Indicateurs	Sous-indicators
Social	<i>Pressions démographiques :</i> Catastrophes naturelles, pollution, maladie, pénurie alimentaire, pénurie d'eau, croissance démographique, mortalité
	<i>Réfugiés :</i> Déplacement, camps de réfugiés, réfugiés et personnes déplacées par habitant
	<i>Grief de groupe :</i> Discrimination, impuissance, violences ethnique et religieuse
	<i>Fuite de cerveaux :</i> Migration par habitant, capital humain, fuite des cerveaux
Economique	<i>Développement économique inégal:</i> coefficient GINI, distribution de services ruraux, population dans les bidonvilles
	<i>Pauvreté et déclin économique</i> Déficit économique, dette publique, chômage, PIB par habitant, croissance du PIB, inflation

Politique/ Militaire	<i>Légitimité</i> <i>de</i> <i>l'État:</i> Corruption, efficacité du gouvernement, niveau de démocratie, économie illicite, commerce de la drogue, luttes de pouvoir
	<i>Services</i> <i>publics:</i> Services de police, criminalité, éducation, infrastructure, accès à Internet, fiabilité énergétique
	<i>Droits</i> <i>de</i> <i>l'homme</i> <i>et</i> <i>état</i> <i>de</i> <i>droit</i> Liberté de la presse, libertés civiles
	<i>Appareil</i> <i>de</i> <i>sécurité:</i> Conflits internes, prolifération d'armes, émeutes et manifestations
	<i>Élites</i> Luttes de pouvoir, élections imparfaites
	<i>Intervention</i> <i>externe:</i> Assistance étrangère, présence de casques bleus, sanctions, notation de crédit

Des variables de contrôle ont été introduites dans l'analyse car celles-ci sont considérées comme déterminantes des IDE dans la littérature. Ces variables concernent: (a) le montant des exportations en ressources naturelles par pays, (b) l'irruption du printemps arabe (Burger et al., 2013, 2015), et (c) l'arabe en tant que langue officielle du pays (Demirbag et al., 2011). Étant donné que certains pays de notre échantillon sont dotés de ressources naturelles importantes (pétrole et gaz en particulier), le volume des exportations de ressources naturelles par pays a été pris en compte comme variable de contrôle. En effet, l'Algérie possède l'une des plus grandes réserves de gaz naturel de la région qui est exploitée par la plus grande compagnie pétrolière africaine, la Sonatrach. Cette variable a été mesurée par la quantité d'exportations de combustibles minéraux, de pétrole brut et de produits raffinés par pays fournie par la base de données Comtrade des Nations Unies (UN Comtrade, 2016). Les données ont été recueillies de 2006 à 2015 et transformées en logarithme.

La variable « Printemps arabe » est une variable binaire prenant la valeur 1 si le pays a été profondément affecté par le printemps arabe (par exemple la Tunisie et l'Égypte), 0 sinon. Pour la langue arabe comme langue officielle, nous distinguons deux groupes de pays dans notre échantillon: pays arabophones (Algérie, Égypte, Liban, Maroc et Tunisie = 1) et non arabophones (Israël et Turquie = 0).

Statistiques

descriptives

Les statistiques descriptives des variables dépendantes et de contrôle utilisées dans notre

recherche sont présentées dans le tableau II. Ce tableau fournit les informations sur le nombre d'observations pour chaque variable, leurs fréquences, moyennes et écarts types, ainsi que leurs valeurs minimales et maximales.

Table II. Statistiques descriptives

Variables	Fréquence	%
Pays arabophone		
Non	20	28.57
Oui	50	71.43
Printemps Arabe		
Non	50	71.43
Oui	20	28.57
Exportation de ressources naturelles	Moyenne=11046.77 S.D = 20703.49	Min=4.2 Max=77800
FSI	Moyenne=80.06 S.D=7.06	Min=65.4 Max=95.2

Le tableau III montre la matrice de corrélation des variables utilisées dans le modèle de régression en panel. Globalement, les variables sont peu corrélées entre elles. Nous avons tout de même calculé les critères d'inflation de la variance (« *Variance Inflation Factor* », VIF) et de tolérance. Dans la totalité des estimations, la colinéarité ne semble pas biaiser le modèle puisque les scores des tests VIF sont compris entre 1,19 et 1,34.

Table III. Matrice de corrélation

	1	2	3	4	5	6	7	
1.Ln IDE	1							
2. Ln FSI	0.220 0.070†	1						
3.Ln (Indicateurs économiques)	0.139 0.255	0.466*** 0.000	1					
4.Ln (Indicateurs sociaux)	0.353*** 0.000	0.861*** 0.000	0.342** 0.003	1				
5.Ln (Indicateurs Politiques/Militaires)	0.056 0.646	0.897*** 0.000	0.227 0.058†	0.602*** 0.000	1			
6. Pays arabophone	-0.756*** 0.0000	0.107 0.377	0.291* 0.014	-0.084 0.487	0.165 0.171	1		
7. Printemps arabe	-0.216† 0.076	-0.041 0.731	0.321** 0.006	-0.474*** 0.000	0.189 0.116	0.400*** 0.000	1	

8. Ln (Exportation de ressources naturelles)	-0.026 0.829	0.294* 0.013	0.026 0.829	-0.364** 0.002	-0.226† 0.061	0.062 0.612	0.232† 0.054	1
---	-----------------	-----------------	----------------	-------------------	------------------	----------------	-----------------	---

† si $p \leq 0.10$.

* si $p \leq 0.05$.

** si $p \leq 0.01$.

*** si $p \leq 0.001$.

Estimation empirique et modèles

A l'instar de la majorité des études empiriques réalisées sur les IDE (Van Wyk et Lal, 2010 ; Busse et Hefeker, 2007), nous avons transformé les flux d'IDE en logarithme afin d'améliorer la « normalité » des observations. Le modèle défini ci-dessous est estimé à l'aide de l'analyse des données de panel :

$$\text{Ln(FDI)} = \beta_0 + \beta_1 \text{Ln(FSI)} + e_i$$

Où β_1 sont les paramètres estimés, Ln (FSI) représente le log de la somme des indicateurs d'Etat fragiles et e_i est un terme d'erreur. Nous nous attendons à ce que le signe des coefficients estimés soit négatif.

Les régressions sur données de panel sont faites sur le logiciel STATA-11 (STATA, 2011) car elles présentent plusieurs avantages par rapport aux données de séries chronologiques. Parmi ces avantages, les données de panel ont « *une plus grande capacité à saisir la complexité du comportement humain qu'une seule donnée transversale ou chronologique* » et « *génèrent des prédictions plus précises pour les résultats individuels* » (Hsiao, 2007, p. 6). L'analyse des données de panel comprend trois méthodes principales: (a) la méthode des effets aléatoires (*random effects model*), (b) la méthode des effets fixes (*fixed effects model*) et (c) la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) (*OLS – ordinary least squares model*). Pour décider entre les deux premières méthodes, nous avons d'abord effectué le test de Hausman (1978) et constaté que le modèle à effets aléatoires est principalement supporté. Ensuite, nous avons utilisé le test de Lagrange de Breusch-Pagan (1980) qui nous a aidé à choisir entre une régression à effets aléatoires et une simple régression MCO. Sur la base du résultat du test LM,

nous avons conclu que le modèle à effets aléatoires est plus approprié pour notre étude empirique.

RESULTATS

ET

DISCUSSION

Le tableau IV présente cinq modèles de régression basés sur la méthode des effets aléatoires utilisés pour tester les hypothèses avec le coefficient des différentes variables, leur écart-type et leur niveau significatif. Tous les modèles affichent un bon ajustement.

Table III. Matrice de corrélation

	1	2	3	4	5	6	7	
1.Ln IDE	1							
2. Ln FSI	0.220 0.070†	1						
3.Ln (Indicateurs économiques)	0.139 0.255	0.466*** 0.000	1					
4.Ln (Indicateurs sociaux)	0.353*** 0.000	0.861*** 0.000	0.342** 0.003	1				
5.Ln (Indicateurs Politiques/Mi litaires)	0.056 0.646	0.897*** 0.000	0.227 0.058†	0.602*** 0.000	1			
6. Pays arabophone	-0.756*** 0.0000	0.107 0.377	0.291* 0.014	-0.084 0.487	0.165 0.171	1		
7. Printemps arabe	-0.216† 0.076	-0.041 0.731	0.321** 0.006	-0.474*** 0.000	0.189 0.116	0.400*** 0.000	1	
8. Ln (Exportation de ressources naturelles)	-0.026 0.829	0.294* 0.013	0.026 0.829	-0.364** 0.002	-0.226† 0.061	0.062 0.612	0.232† 0.054	1

† si $p \leq 0.10$.

* si $p \leq 0.05$.

** si $p \leq 0.01$.

*** si $p \leq 0.001$.

Le modèle 1 correspond à un modèle de régression réduit à nos variables de contrôle. Le modèle 2 est construit en utilisant le score global FSI par pays et les variables de contrôle. Dans le modèle 3, nous testons l'impact des indicateurs sociaux et des variables de contrôle sur les entrées d'IDE dans les PSEM. Le modèle 4 examine l'impact des indicateurs économiques et des variables de contrôle sur l'IDE. Le modèle 5 teste l'impact des indicateurs politiques et des

variables de contrôle sur l'IDE.

Les résultats obtenus révèlent que, sur les trois variables de contrôle, seule la variable « pays arabophone » exerce un effet négatif significatif sur les flux d'IDE à $p \leq 0.05$ dans les cinq modèles. En d'autres termes, investir dans les PSEM où l'arabe est la langue officielle a tendance à diminuer les flux d'IDE. Ce résultat est conforme à celui de l'étude de Demirbag et al. (2011) qui montre qu'il y a un effet négatif entre les pays arabophones et la survie des filiales étrangères japonaises dans la région MENA. Contrairement à nos attentes, les variables « printemps arabe » et les « exportations de ressources naturelles » ne se sont pas révélées significatives dans notre étude. Par conséquent, ces indicateurs ne peuvent pas être considérés comme déterminants des IDE dans les PSEM.

Le modèle 2 prend compte les effets de l'indice global et des variables de contrôle sur les IDE dans notre région d'étude. Notre hypothèse H1 prédisait une relation négative entre cette variable et le flux d'IDE. Comme le montre le tableau VI, le coefficient de cet indice est significatif au seuil de 5% et négatif, ce qui est cohérent avec ce que nous avons envisagé. Le résultat indique que la fragilité de l'Etat des PSEM entraîne une baisse des entrées d'IDE et par conséquent, H1 est validée.

Le modèle 3 affiche les résultats en testant les indicateurs sociaux et les variables de contrôle au cours de notre période d'étude. Les résultats révèlent que le coefficient des indicateurs sociaux est positivement, mais de manière non significative, associé aux entrées d'IDE dans les PSEM, contrastant ainsi avec H2. Il montre que les investisseurs étrangers ne sont pas sensibles à la détérioration des conditions sociales dans ces pays. Une explication potentielle doit être trouvée dans le fait que les PSEM ont été traditionnellement affectés par une forte instabilité sociale. En effet, les investisseurs ne sont pas très préoccupés par les problèmes sociaux dans la région et l'instabilité sociale, exacerbée par le printemps arabe, n'a pas d'effet négatif direct sur les IDE entrants dans les pays PSEM.

Dans le modèle 4, le coefficient de l'indicateur économique n'est pas significatif. Cela signifie que la fragilité économique de l'Etat ne peut pas être considérée comme un déterminant clé des flux d'IDE vers les PSEM. H3 n'est donc pas validée. Selon certains auteurs, il existe des variations concernant la relation entre les variables économiques et l'IDE entrant en fonction de son opérationnalisation (Chan et Gemayel, 2004 ; Moosa, 2009 ; Rogmans et Ebbbers, 2013). En outre, malgré leur fragilité économique, la majorité des PSEM restent attractifs pour les flux d'IDE, en partie à cause de leur forte dotation en ressources naturelles (Demirbag et al., 2011). Les indicateurs politiques et militaires dérivés du FSI apparaissent comme une variable explicative importante, comme le montre le modèle 5. D'où, H4 est validée. Une forte fragilité politique met en péril l'attractivité des pays PSEM pour les investisseurs étrangers. Ce résultat correspond aux résultats d'études antérieures (Chan et Gemayel, 2004 ; Bénassy-Quéré et al., 2007 ; Busse et Hefeker, 2007) qui suggèrent que les investisseurs sont généralement attirés par la stabilité du gouvernement et un fort profil d'investissement. Cependant, notre résultat n'est pas cohérent avec le résultat de l'étude de Rogmans et Ebbbers (2013) qui soutient que le risque environnemental, mesuré par les indices ICRG, n'est pas significatif et n'a aucune influence sur les flux d'IDE dans la région MENA.

CONCLUSION

Cette étude s'est intéressée au lien entre la fragilité des États et les flux d'IDE dans sept pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sur un panel de dix années allant de 2006 à 2015. Les résultats permettent d'apporter plusieurs contributions à la littérature existante. Premièrement, notre étude empirique s'est intéressée à une région relativement sous-représentée en matière de recherche, mais qui est «*pourtant une région vitale du monde*» (Demirbag et al., 2011, p.423). Deuxièmement, nous avons introduit le concept de « fragilité de l'Etat » pour décrire une nouvelle variable telle que mesurée par l'indice des États fragiles (FSI), qui n'a pas été encore

utilisé dans la recherche en management international. Ce faisant, nous visons à rendre ce concept opérationnel dans le domaine des études de gestion et du management international. Sur le plan théorique, nous soutenons que la fragilité de l'État est un déterminant important de l'investissement étranger et qu'un renforcement de cette fragilité décourage les flux d'IDE. Conformément à H1, notre étude empirique a révélé que le FSI global des pays a un impact négatif significatif sur leurs IDE. Cela confirme la pertinence de cette nouvelle variable pour les objectifs de notre étude, ainsi que pour de futures recherches sur les déterminants de l'IDE. Lorsque les différentes composantes de la fragilité de l'État (économique, social et politique/militaire) ont été testées individuellement, le seul indicateur qui semble significatif et négatif pour les flux d'IDE vers les PSEM est la fragilité politique/militaire. Notre résultat soutient donc les résultats précédents dans ce domaine (Burger et al., 2013, 2015 ; Busse et Hefeker, 2007 ; Goswami et Haider, 2014 ; Al-Khouri, 2015).

De façon assez surprenante, selon notre étude empirique, les fragilités économique et sociale de l'Etat s'avèrent non significatives pour les flux d'IDE vers les PSEM. En d'autres termes, les investisseurs ne semblent pas être aussi sensibles que cela à l'environnement économique et social de ces pays. Cette constatation intéressante pourrait s'expliquer en partie par le fait que la majorité des gouvernements de ces pays ont récemment mis en place des réformes économiques structurelles et des plans de développement visant à faciliter et à attirer les investissements étrangers. C'est le cas, par exemple, du gouvernement tunisien. Celui-ci a récemment présenté le lancement du Plan de développement 2016-2020 « Tunisie 2020 » qui vise à renforcer le rôle du secteur privé dans l'économie du pays et à encourager les investissements étrangers.

Pour les managers des firmes multinationales (FMN), il est important de prendre en considération la fragilité de l'État en tant que nouveau facteur important pour la prise de décision concernant le flux d'IDE à allouer vers les marchés émergents. Cet indicateur pourrait

donc aider les entreprises étrangères à évaluer les risques économiques, sociaux et politiques/militaires auxquels elles sont confrontées dans un environnement caractérisé par une faiblesse institutionnelle. En outre, afin d'atténuer les risques dans le contexte des PSEM, les entreprises étrangères devraient continuer à privilégier les *joint ventures* internationales (JVI) avec des partenaires locaux (Demirbag et al., 2011; Majocchi et al., 2013). Enfin, les FMN pourraient se prémunir contre la fragilité politique des PSEM en s'engageant dans des projets sociaux qui ont tendance à résister aux turbulences politiques (Darendelli et Hill, 2016). En conclusion, cet article présente certaines limites, qui pourraient servir de base à de futures recherches. Premièrement, l'utilisation de la fragilité de l'Etat mesurée par FSI en tant que nouveau déterminant de l'IDE n'a pas encore été validée dans les études empiriques précédentes. Par conséquent, certaines précautions doivent être prises dans l'interprétation des résultats. Deuxièmement, il serait utile d'étudier séparément l'impact des sous-indicateurs du FSI sur les flux d'IDE afin de voir si les différents sous-indicateurs de la fragilité économique, sociale et politique/militaire ont un impact différent sur l'investissement étranger. Troisièmement, nous encourageons l'exploration de l'effet de l'indicateur global sur les flux d'IDE par secteur d'activité (Burger et al., 2013, 2015). Enfin, notre étude s'est concentrée sur sept pays de la région MENA qui présentent de nombreuses similitudes, mais aussi des disparités concernant leurs systèmes politiques, économiques et sociaux. Les études futures pourraient donc envisager d'étendre cette recherche à une région plus homogène.

BIBLIOGRAPHIE

Alfaro, L., Chanda, A., Kalemni-Ozcan, S., and Sayek, S. (2004), "FDI and economic growth: the role of local financial markets", *Journal of International Economics*, Vol. 64 No. 1, pp. 89-112.

Al-Khouri, R. (2015), "Determinants of foreign direct and indirect investment in the MENA region", *The Multinational Business Review*, Vol. 23 No. 2, pp. 148-166.

Anchor, J. and Aldehayyat, J. (2016), "Strategic decision implementation in an emerging market: 'The nature of the beast?'" , *Management Decision*, Vol. 54 No. 3, pp. 646-663.

Bénassy-Quéré, A., Coupet, M. and Mayer, T. (2007), "Institutional determinants of foreign direct investment", *The World Economy*, Vol. 30 No. 5, pp. 764-782.

- Blanton, R. and Blanton, S. (2007), "What attracts foreign investors? An examination of human rights and foreign direct investment", *The Journal of Politics*, Vol. 69 No.1, pp. 143-155.
- Breusch, T.S. and Pagan, A.R. (1980), "The Lagrange multiplier test and its applications to model specification in econometrics", *Review of Economic Studies*, Vol. 47 No. 1, pp. 239-253.
- Burger, M., Ianchovichina, E. and Rijkers, B. (2013), "Risky business. Political instability and greenfield foreign direct investment in the Arab World", Policy Research Working Paper 6716, The World Bank.
- Burger, M., Ianchovichina, E. and Rijkers, B. (2015), "Risky business: political instability and sectoral greenfield foreign direct investment in the Arab World", *The World Bank Economic Review*, pp. 1-26.
- Busse, M. and Hefeker, C. (2007), "Political risk, institutions and foreign direct investment", *European Journal of Political Economy*, Vol. 23 No. 2, pp. 397-415.
- Butler, K. and Joaquin, D. (1998), "A note on political risk and the required return on foreign direct investment", *Journal of International Business Studies*, Vol. 29 No. 3, pp. 599-607.
- CAST (2014), Conflict Assessment Framework Manual, Fund for Peace, [<http://library.fundforpeace.org/library/cfsir1418-castmanual2014-english-03a.pdf>, accessed September 5, 2016].
- Chakrabarti, A. (2001), "The determinants of foreign direct investment: sensitivity analyses of cross-country regressions", *Kyklos*, Vol. 54 No. 1, pp. 89-114.
- Chakrabarti, A. (2003), "A theory of the spatial distribution of foreign direct investment", *International Review of Economics and Finance*, Vol. 12, pp. 149-169.
- Chan, K. and Gemayel, E. (2004), "Risk instability and the pattern of foreign direct investment in the Middle East and North Africa region", IMF working paper, 1 August.
- Cuervo-Cazurra, A. (2006), "Who cares about corruption?", *Journal of International Business Studies*, Vol. 37 No. 6, pp. 807-822.
- Darendelli, I.S. and Hill, T.L. (2016), "Uncovering the complex relationships between political risk and MNE firm legitimacy: insights from Libya", *Journal of International Business Studies*, Vol. 47 No. 1, pp. 68-92.
- Demirbag, M., Glaister, K.W. and Tatoglu, E. (2007a), "Institutional and transaction cost influences on MNEs' ownership strategies of their affiliate: evidence from an emerging market", *Journal of World Business*, Vol. 42 No. 4, pp. 418-434.
- Demirbag, M., Tatoglu, E. and Glaister, K.W. (2007b), "Dimensions of European direct investment activity in Turkey: patterns and prospects", *International Journal of Emerging Markets*, Vol. 2 No. 3, pp. 274-297.
- Demirbag, M., Apaydin, M. and Tatoglu, E. (2011), "Survival of Japanese subsidiaries in the Middle East and North Africa", *Journal of World Business*, Vol. 46 No. 4, pp. 411-425.
- Dunning, J.H. (1980), "Towards an eclectic theory of international production: some empirical tests", *Journal of International Business Studies*, Vol. 11 No. 1, pp. 9-31.
- Dunning, J.H. (1993), *Multinational enterprises in the global economy*, Wokingham, Addison-Wesley.

FSI (2015), *Fragile States Index 2015 Ranking*, The Fund for Peace, available at: <http://fsi.fundforpeace.org/rankings-2015> (accessed 10 October, 2016).

FSI (2016), *Fragile states index 2016*, The Fund for Peace, available at: <http://library.fundforpeace.org/library/fragilestatesindex-2016.pdf> (accessed 10 October 2016).

Geyikdagi, Y. (1984), "Attitudes towards multinationals: the Middle East in the world context", *Management Decision*, Vol. 22 No. 3, pp. 14-21.

Goswami, G. and Haider, S. (2014), "Does political risk deter FDI inflow? An analytical approach using panel data and factor analysis", *Journal of Economic Studies*, vol. 41 No. 2, pp. 233-252.

Green, R (1974), "Political structures as a predictor of radical political change", *Columbia Journal of World Business*, Spring, pp. 28-36.

Hafner-Burton, E. (2005), "Right or robust? The sensitive nature of repression to globalization", *Journal of Peace Research*, Vol. 42 No. 6, pp. 679-698.

Hausman, J. A. (1978), "Specification tests in econometrics", *Econometrica*, Vol. 46, pp. 1251–1271.

Hsiao, C. (2007), "Panel data analysis. Advantages and challenges", *TEST*, Vol. 16 No. 1, pp. 1-22.

Jabri, A., Guesmi, K. and Abid, I. (2013), "Determinants of foreign direct investment in MENA region: panel co-integration analysis", *The Journal of Applied Business Research*, Vol. 29 No. 4, pp. 1103-1109.

Jabri, A. and Brahim, M. (2015), "Institutional determinants of foreign direct investment in MENA region: panel co-integration analysis", *The Journal of Applied Business Research*, Vol. 31 No. 5, pp. 2001-2012.

Jarvis, D. and Griffiths, M. (2007), "Learning to fly: the evolution of political risk analysis", *Global Society*, Vol. 21 No.1, pp. 5-21.

Jensen, N. (2003), "Democratic governance and multinational corporations: political regimes and inflows of foreign direct investment", *International Organization*, Vol. 57 No. 3, pp. 587-616.

Jensen, N. (2008), "Political risk, democratic institutions and foreign direct investment", *The Journal of Politics*, Vol. 70 No. 4, pp. 1040-1052.

Kalliny, M. and Benmamoun, M. (2014), "Arab and Middle Eastern business research: a review of the empirical literature (1990-2013)", *The Multinational Business Review*, Vol. 22 No. 4, pp. 442-459.

Kaufmann, D., Kraay, A. and Mastruzzi, M. (2010), "The worldwide governance indicators. Methodology and analytical issues", Policy research working paper, The World Bank, September.

Kobrin, S.J. (1978), "When does political instability result in increasing investment risk?", *Columbia Journal of World Business*, Fall, pp. 113-122.

Lipsey, R. (2000), "Inward FDI and economic growth in developing countries", *Transnational Corporations*, Vol. 9 No. 1, pp. 67-95.

Loree, D.W. and Guisinger, S.E. (1995), "Policy and non-policy determinants of US equity foreign direct investment", *Journal of International Business Studies*, Vol. 26 No. 2, pp. 281-299.

- Majocchi, A., Mayrhofer, U. and Camps, J. (2013), "Joint ventures or non-equity alliances? Evidence from Italian firms", *Management Decision*, Vol. 51 No. 2, pp. 380-395.
- Méon, P-G. and Sekkat, K. (2004), "Does the quality of institutions limit the MENA's integration in the world economy?", *The World Economy*, Vol. 27 No. 9, pp. 1475-1498.
- Mellahi, K., Demirbag, M. and Riddle, L. (2011), "Multinationals in the Middle East: challenges and opportunities", *Journal of World Business*, Vol. 46 No. 4, pp. 406-410.
- Mina, W. (2007), "The location determinants of FDI in GCC countries", *Journal of Multinational Financial Management*, Vol. 17 No. 4, pp. 336-48.
- Mohamed, S. and Sidiropoulos, M. (2010), "Another look at the determinants of foreign direct investment in MENA countries: an empirical investigation", *Journal of Economic Development*, Vol. 35 No. 2, pp. 75-94.
- Moosa, I. (2009), "The determinants of foreign direct investment in MENA countries: an extreme bounds analysis", *Applied Economics Letters*, Vol. 16 No. 15, pp. 1559-1563.
- Newman, E. (2009), "Failed states and international order: constructing a post-Westphalian world", *Contemporary Security Policy*, Vol. 30 No. 3, pp. 421-443.
- Rogmans, T. and Ebbers, H. (2013), "The determinants of foreign direct investment in the Middle East and North Africa region", *International Journal of Emerging Markets*, Vol. 8 No. 3, pp. 240-257.
- Rogmans, T. (2013), "Location and operation mode decision making in the Middle East: a case study approach", *Journal of Strategy and Management*, Vol. 6 No. 2, pp. 190-206.
- Rotberg, R. (2003), "Failed states, collapsed states, weak states: causes and indicators", in Rotberg, R. (Ed.), *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, The Brookings institution Press, pp. 1-26.
- Sekkat, K. and Varoudakis, M-A. (2004), "Trade and foreign exchange liberalization, investment climate and FDI in the MENA countries", working paper 39, The World Bank, pp. 1-27.
- Sethi, D., Guisinger, S.E., Phelan, S.E. and Berg, D.M. (2003), "Trends in foreign direct investment flows: a theoretical and empirical analysis", *Journal of International Business Studies*, Vol. 34 No. 4, pp. 315-326.
- STATA (2011), Longitudinal-data/panel reference manual, Release 13, STATA Corp.
- UNCTAD (2016), World Investment Report. Foreign Direct Investment Database, United Nations Conference on Trade and Development.
- UN Comtrade (2016), United Nations Comtrade Data, available at: <https://comtrade.un.org/labs/BIS-trade-in-goods/?reporter=12&commodity=27&year=2015&flow=2> (accessed 2 December 2016).
- UNHCR (2016). United Nations High Commissariat for Refugees, [<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>, accessed December 12, 2016].
- US DoS, (2016), US Department of State, Investment climate statements, available at: <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/investmentclimatestatements/index.htm> (accessed 4 January 2017).

Van Wyk, J. and Lal, A. (2010), “FDI location drivers and risks in MENA”, *Journal of International Business Research*, Vol. 9 No. 2, pp. 99-116.

Wei, S-J. (2000), “How taxing is corruption on international investors?”, *Review of Economics and Statistics*, Vol. 82 No. 1, pp. 1-11.

World Bank (2006), “Engaging with fragile states. An IEG review of World Bank support to low income countries under stress”, available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/418191468142504861/pdf/382850Revised01gile0states01PUBLIC1.pdf> (accessed 5 October 2016).